

## **Négociations sur le climat, l'eau oubliée ! Jusqu'à quand ?**

**Gérer l'eau dans les mégapoles et plus généralement les grandes aires urbaines, souvent en croissance rapide est en soi un défi. Le changement climatique l'amplifiera. Qu'elles soient anciennes (Londres, Paris, ...), récentes (Lagos, Manille, ...) ou en devenir (Lima, ...), les dérèglements du cycle de l'eau posent déjà et poseront de nouveaux défis aux décideurs politiques et aux techniciens. Ces zones vont voir s'accroître sensiblement les risques naturels et induits, exposant ainsi les populations, notamment les plus démunies, à des périls qui doivent dès aujourd'hui être anticipés.**

**La gestion de l'eau en général, et particulièrement dans les milieux urbains a été absente des précédentes COP. Un certain intérêt émerge à la COP21, mais il est encore insuffisant. Les futures COP et les autres conférences sur le changement climatique devront l'aborder et s'y confronter pour permettre l'émergence de cités résilientes.**

**Global change is water change\***

C'est par ces mots que l'ancien ministre Brice Lalonde a ouvert en juillet 2015 une table ronde sur l'adaptation au changement climatique. Ce slogan trouve toute sa portée, dans les villes, et au-delà dans les mégapoles.

Le développement des mégapoles est un phénomène récent, dont l'ampleur a été sous-estimée. En 2030 plus d'un milliard de terriens habiteront dans une centaine de mégapoles de dix millions d'habitants ou de très grandes villes de plus de cinq millions. Ces dernières verront leur nombre passer de 43 à 63 entre 2014 et 2030, alors qu'il passera de 28 à 41 pour les mégapoles. Par ailleurs d'ici à 2050 les deux tiers de la population mondiale devraient devenir urbains.

---

\* Le changement global, c'est le changement de l'eau

Ces très grandes zones urbaines sont majoritairement situées dans les pays du sud, particulièrement en Asie. Elles montrent des taux de croissance pouvant atteindre plus de 4% par an, et sont souvent localisées sur des façades maritimes, des zones de typhons ou ouragans. Elles rassemblent une fraction importante de population pauvre (Mumbai 50%, Manille 40%,...), et souffrent souvent d'une alimentation en eau intermittente et de systèmes d'assainissement défectueux.

Elles subissent de plein fouet le double effet du changement climatique qui va renforcer la fréquence et l'intensité des événements extrêmes, causant non seulement inondations, mais aussi sécheresses extrêmes (Sao Paulo en 2013 et 2014), et de la croissance urbaine nécessitant le développement d'infrastructures pour assurer et améliorer alimentation en eau et assainissement.

À cela s'ajoutent d'autres enjeux importants, liés eux aussi au changement climatique comme les évolutions de la précarité alimentaire de ces zones urbaines en lien avec leurs arrières pays soumis eux aussi à ces impacts.

### **La nécessité de l'adaptation**

Face à ces défis, ces très grandes villes vont devoir évoluer. Dans le secteur de l'eau, la majorité des investissements se fera sur l'adaptation et les sommes en jeu sont colossales. Pour la seule ville de Londres – une des deux mégapoles européennes avec Paris-, de l'ordre de 10 milliards de livres (14 milliards d'euros) devront être investis d'ici à 2100 pour la seule protection et la gestion des inondations liées aux marées. Pour l'eau et l'assainissement, les coûts d'adaptation doivent être combinés aux coûts de mise à niveau des services, ce qui amène à multiplier par un facteur 3 à 4 le montant de la facture. À ces investissements d'ordre structurel doivent se superposer des évolutions non structurelles, dans le domaine de la gouvernance de l'eau, en raison de leur dimension ; il est prévu en Chine de constituer autour de Pékin, Tianjin et Hebei une mégapole de 130 millions d'habitants : Jing-Ji-jin. Si l'adaptation est aujourd'hui ressentie comme une nécessité, la question de la qualité des écosystèmes aquatiques baignant les mégapoles et des conséquences du changement climatique est très rarement évoquée. La protection des personnes et des biens, qu'il s'agisse de protection sanitaire ou vis-à-vis des inondations, est prioritaire et élimine trop souvent les écosystèmes couramment vus uniquement comme ressource pour la production d'eau potable ou comme réceptacle des eaux usées. Malgré l'urgence et la nécessité des mesures d'adaptation, une vision environnementale des milieux aquatiques reste indispensable.

### **Des opportunités**

Ces mégapoles disposent toutefois de réels atouts. Leur dynamisme leur permet de rassembler en un même lieu des services techniques de bon niveau, un environnement académique, mais également des moyens financiers certes insuffisants, mais significatifs. Il est important de mobiliser l'ensemble de ce potentiel pour dynamiser les actions, permettre le développement local de stratégies d'adaptations qui sont souvent le résultat de travaux de bureaux d'études des pays du nord financés par des bailleurs de fonds internationaux.

Lors de la COP 21, deux événements vont permettre, de discuter de ces problèmes. Le premier se tiendra au Bourget le 2 décembre, organisé par le LPAA (Lima Paris Agenda

Action). Il permettra de présenter les engagements d'un certain nombre d'acteurs pour améliorer la gestion de l'eau en vue de l'adaptation au changement climatique.

Le second, organisé à l'UNESCO, conjointement par une association régionale réunissant en particulier les grandes collectivités de l'Île de France : ARCEAU-IdF et l'UNESCO. La conférence « Eau, Mégapoles et changement global » va rassembler à Paris du 1<sup>er</sup> au 4 décembre, des scientifiques et des acteurs opérationnels qui étudient et travaillent sur la gestion de l'eau dans ces mégapoles. De ce rapprochement rare entre deux populations qui ont l'habitude de se côtoyer, mais plus rarement de co-produire, doivent émerger, lors d'une déclaration publique, de nouveaux cadres d'expertise permettant d'orienter l'action publique. Les représentants politiques et de la société civile étant à la fois les chefs d'orchestre et les instrumentistes de cette action publique pourront également exprimer leurs attentes.

La dynamique qui va se créer pendant cette semaine sera poursuivie pour aboutir à la création d'une plate-forme rassemblant les mégapoles intéressées pour échanger leurs expériences et pour agir ensemble, en particulier dans la liaison entre recherche et politiques publiques. À moyen et long terme, cette plate-forme permettra l'émergence de solutions pour améliorer la gestion de l'eau en contexte de changement climatique, et contribuer à une vie meilleure de centaines de millions de personnes. Cette initiative, qui demande un investissement minimum pour arriver à des résultats vitaux pour l'humanité, est aujourd'hui soutenue par l'UNESCO et ICLEI, association internationale des collectivités locales pour le développement durable. D'autres organisations devraient les rejoindre dans l'année qui vient.

### **Signataires :**

Célia Blauel, Maire-adjointe de Paris chargée de l'eau et du climat, Présidente d'Eau de Paris

Belaïde Bedreddine, Président du Syndicat Interdépartemental pour l'Assainissement de l'Agglomération parisienne, Vice-Président du Conseil départemental de Seine-Saint-Denis chargé de l'écologie urbaine

Jean-Claude Deutsch, Président d'ARCEAU-IdF

Didier Guillaume, Vice-Président du Conseil départemental du Val-de-Marne chargé de l'eau, de l'assainissement et du Festival de l'Oh !

Jean-Marie Mouchel, chercheur au laboratoire METIS de l'Université Pierre et Marie Curie

Daniel Marcovitch, membre du comité de bassin Seine-Normandie, Président de la Commission territoriale Rivières Île-de-France.

Pierre-Alain Roche, Président de l'Association Scientifique et Technique pour l'Eau et l'Environnement, ancien directeur de l'Agence de l'eau Seine-Normandie.

Bruno Tassin, Directeur de recherche à l'École des Ponts ParisTech

Pierre-Frédric Ténrière-Buchot, Président du Programme Solidarité Eau, ancien directeur de l'Agence de l'eau Seine-Normandie

Sylvain Berrios, Député-Maire de Saint-Maur-des-Fossés et Président du Syndicat Mixte Marne Vive.